



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Parc d'activités du Salaison - Vendargues - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Créé en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 157 hectares et accueille aujourd'hui près de 230 entreprises représentant plus de 2 700 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activité.

Par délibération n°9462 en date du 1er avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € H.T.

Par délibération n° 12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 105 000 € H.T. ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total des avances à 700 000 € ;
- la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant.

Par délibération n° 13149 en date du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé Monsieur Le Président à signer l'avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des aléas en phase de travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 937 000 € H.T. ;
- l'augmentation de 41 000 H.T de la rémunération spécifique du mandataire, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 600 000 €, soit un montant total des avances à 1 300 000 € ;
- la prorogation d'un an de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

Par délibération n° 14153 en date du 25 octobre 2016, le Conseil a autorisé Monsieur Le Président à signer l'avenant n°3 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € H.T. du mandataire, liée à l'engagement et le suivi des études préalables au réinvestissement urbain de la façade RD 613-610 ainsi qu'au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones habitées voisines. Cette rémunération complémentaire de 15 000 € H.T. était intégrée au Compte Rendu Annuel à la Collectivité locale (CRAC) approuvée par délibération n°11785 en date du 25 juillet 2013, mais non intégrée aux avenants successifs.
- la prorogation de la durée du mandat jusqu'au 4ème trimestre 2019 afin d'intégrer la poursuite des études de requalification de la façade sur les RD 613 et 610 et la réalisation des travaux sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée Générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est donc devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M.

Par délibération n°14954 en date du 2 novembre 2017, le Conseil a autorisé Monsieur Le Président à signer l'avenant n°4 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 77 000 € H.T. du mandataire, liée à l'accompagnement des entreprises du parc d'activités et à la création d'une plate-forme numérique à l'attention des entreprises.

La phase « diagnostic » des études « urbaines » concernant la requalification de la façade du parc d'activités sur les RD 613 et 610 se sont poursuivies jusqu'au 3ème trimestre 2017. L'étude relative à la signalétique du Parc a également été finalisée.

En 2017, les études suivantes ont été réalisées :

- Schéma directeur hydraulique à l'échelle du parc d'activités du Salaison ainsi que des études sur la qualité sanitaire du cours d'eau,
- Etude de structure de l'infrastructure ferroviaire existante ainsi que du potentiel en fret ferroviaire,
- Etude des trafics routiers,
- Etude de faisabilité d'un parking poids lourds mutualisé.

Les travaux de voirie liés à la 1ère tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont pratiquement achevés et ont permis la requalification complète de 3,7 km de voirie représentant près de 5,3 ha. Après la réalisation des études en 2018, les travaux concernant le réseau pluvial, la plate-forme de voirie et les espaces verts sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade sont programmés pour début 2019 afin de permettre la requalification du réseau pluvial sur ce secteur, non prévue initialement mais nécessaire au regard des dysfonctionnements constatés.

Les résultats de la première tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont très perceptibles :

- Requalification complète de 3,7 km de voirie (plateforme de voirie, éclairage public, espaces verts, fibre optique, réseau pluvial, réseau d'eaux usées, réseau d'adduction en eau potable et défense incendie représentant près de 5,3 ha,
- Requalification de la plateforme de voirie de l'ancienne route de Sommières sur une distance de 700 m,
- Intensification de l'activité économique sur le parc d'activités illustrée par l'implantation de plus de 40 nouvelles entreprises, représentant près de 600 emplois,
- Requalification et densification des emprises privatives par des investissements privés sur près de 18,5 ha illustrées notamment par la délivrance d'autorisation d'urbanisme portant sur la création de près de 35 000 m² de surface de plancher,
- Obtention le 3 avril 2015 de la certification « HQE Aménagement™ démarche certifiée par Certi-véa » en ce qui concerne les phases 1 à 5 du système de management d'opération de la 1^{ère} tranche de requalification du parc d'activités du « Salaison » qui est toujours la seule opération de requalification d'un parc d'activités à bénéficier de cette certification en France.

Le bilan financier prévisionnel est inchangé et est égal à 9 939 000 € T.T.C dont 245 000€ a été réalisé au cours de l'année 2017. Le financement du mandat reste inchangé, il est entièrement supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-59554-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.